Nations Unies S/PV.8724



Conseil de sécurité

Soixante-quinzième année

Provisoire

8724e séance

Vendredi 14 février 2020, à 10 heures

New York

Président :	M. Pecsteen de Buytswerve	(Belgique)
Membres :	Afrique du Sud	M. Matjila
	Allemagne	M. Schulz
	Chine	M. Zhang Dianbin
	Estonie	M. Jürgenson
	États-Unis d'Amérique	M. Hunter
	Fédération de Russie	M. Repkin
	France	M. Michon
	Indonésie	M. Syihab
	Niger	M. Ankourao
	République dominicaine	M. Singer Weisinger
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Clay
	Saint-Vincent-et-les Grenadines	Mme DeShong
	Tunisie	M. Ladeb
	Viet Nam	M. Dinh

Ordre du jour

La situation en Guinée-Bissau

Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2020/105)

20-03983 (F)







La séance est ouverte à 10 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Guinée-Bissau

Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2020/105)

Le Président : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite la représentante de la Guinée-Bissau à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : Mme Rosine Sori-Coulibaly, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Cheffe du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, et S. E. M. Ronaldo Costa Filho, Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2020/105, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau.

Je donne maintenant la parole à Mme Sori-Coulibaly.

Mme Sori-Coulibaly (*parle en anglais*) : Depuis mon précédent exposé au Conseil de sécurité, dans le cadre de consultations le 31 octobre 2019, il y a eu un regain de tensions entre les acteurs politiques en Guinée-Bissau, ce qui a entravé la stabilisation et empêché le Gouvernement de se concentrer sur l'amélioration des résultats économiques du pays et des conditions de vie de la population. À la suite du déroulement pacifique de l'élection présidentielle et après l'annonce par la Commission électorale nationale de la victoire d'Umaro Sissoco Embaló, le candidat du parti Mouvement pour l'alternance démocratique, le candidat du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et de Cabo Verde (PAIGC), Domingos Simóes Pereira, a déposé un recours juridique auprès de la Cour suprême de justice pour irrégularités et fraude électorales.

Par la suite, le 24 janvier, la Cour a enjoint la Commission électorale nationale de refaire le décompte national des données des commissions électorales régionales, conformément à la loi électorale. Une période d'incertitude s'est ensuivie après les ordonnances de la Cour et l'exécution de la demande par la Commission électorale nationale. Toutefois, après une médiation de haut niveau menée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Commission électorale nationale a achevé le 4 février l'exercice de vérification sous l'égide de la CEDEAO et en présence des représentants des deux candidats à l'élection présidentielle, dont le résultat a confirmé une nouvelle fois les résultats provisoires.

Cependant, le PAIGC a déposé une nouvelle plainte concernant cette fois la procédure de vérification et demandant l'annulation des résultats du second tour de l'élection. Le 9 février, la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des États membres de la CEDEAO a tenu une réunion extraordinaire, à Addis-Abeba, en marge du Sommet de l'Union africaine. Ils se sont félicités de la conclusion de la procédure de vérification par la Commission électorale nationale et ont invité la Cour suprême à jouer son rôle en pleine conformité avec les dispositions constitutionnelles et la loi électorale et à parachever ses travaux d'ici au 15 février. La Cour suprême a depuis lors entamé l'examen de la plainte afin de rendre une décision.

En conséquence, la procédure juridique relative au résultat de l'élection doit encore être menée à bien avant de permettre le tout premier transfert pacifique du pouvoir à un chef d'État démocratiquement élu dans le pays. Cependant, compte tenu de la profonde méfiance entre les deux camps politiques, des divisions au sein de l'exécutif et du caractère flottant des alliances politiques au sein du Parlement, il est peu probable que la prestation de serment du futur Président apporte la stabilité. Par conséquent, la poursuite de la mobilisation du Conseil de sécurité et de l'ensemble de la communauté internationale sera indispensable. De même, la mobilisation constante et la participation active de la société civile pour exiger et surveiller la mise en œuvre du pacte de stabilité et des Accords de Conakry seront primordiales pour instaurer la stabilité.

Malgré les difficultés liées aux résultats de l'élection présidentielle, il convient de féliciter la Guinée-Bissau d'avoir mené à bien son cycle électoral. La lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée, avec le tribunal régional de Bissau qui est actuellement saisi d'une affaire historique impliquant la saisie, en septembre 2019, de 1,8 tonne de cocaïne, est un autre domaine dans lequel des progrès ont été réalisés.

La police judiciaire a également conclu des enquêtes clefs, qui ont abouti à la condamnation de trois suspects à des peines de 10 à 15 ans de prison. En outre, un plan d'action national contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée est désormais en place, et doit servir de feuille de route aux institutions chargées de la justice et de la sécurité, dans leurs efforts de lutte contre le trafic de drogue. Les institutions publiques en Guinée-Bissau ont également fait preuve de résilience et doivent être félicitées pour avoir recouru à des moyens juridiques pour régler le différend politique portant sur les résultats de l'élection présidentielle. En outre, le pays ne connaît aucune ingérence de l'armée dans la scène politique, les médias peuvent s'exprimer librement et aucune violation majeure des droits de l'homme n'a été constatée.

La période post-électorale à venir pourrait être un moment très propice à l'instauration durable de la paix, de la stabilité, de la cohésion nationale et de la réconciliation, si les parties prenantes nationales font preuve de volonté et d'engagement politiques. Dans le cadre du pacte de stabilité de la Guinée-Bissau, il est urgent de lancer un programme de réforme de grande envergure qui inclut la révision de la Constitution, de la loi électorale et des lois relatives aux partis politiques, ainsi que la réforme du secteur de la défense et de la sécurité et des autorités judiciaires.

Les autorités nationales doivent redoubler d'efforts pour instaurer une culture de la responsabilité à tous les échelons de l'État. Les progrès en matière de droits de l'homme et la prise en compte des questions de genre représentent un élément clef de la consolidation de la paix. En conséquence, les acteurs politiques et des médias libres et respectés doivent donner le ton pour enrayer toutes les formes de discrimination et de discours haineux. Surtout, comme l'histoire nous l'a appris, les discours à caractère ethnique et religieux ne doivent avoir aucune place sur la scène politique. La création d'une institution nationale de promotion et de protection des droits de l'homme, qui soit indépendante et en conformité avec les Principes de Paris, reste un pilier fondamental afin de promouvoir et de protéger ces droits, après le retrait du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS). En outre, la mise en œuvre du plan d'action national de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée sera essentielle pour la stabilité à long terme du pays. La consolidation des progrès enregistrés récemment en termes de saisies de drogue et de poursuites dans les affaires liées à la drogue exigera une volonté politique au plus haut niveau mais aussi le renforcement de la collaboration parmi les acteurs nationaux, régionaux et internationaux.

Conformément à la résolution 2458 (2019), qui a approuvé une transition et une réduction en trois phases des effectifs du BINUGBIS, je voudrais assurer le Conseil que la mission met tout en œuvre pour quitter le pays d'ici au 31 décembre. À cet égard, les quatre bureaux régionaux ont tous été fermés en 2019. Entre-temps, je m'efforce de mener à bien une planification robuste de la transition avec l'équipe de pays des Nations Unies, et grâce à une coopération étroite avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), qui exercera les fonctions de bons offices en Guinée-Bissau après le retrait du BINUGBIS.

Je travaille également en coopération avec les autorités nationales et les partenaires régionaux pour que la transition soit pleinement appuyée par toutes les parties prenantes. Des repères ont été définis et inclus dans le calendrier de transition intégré des Nations Unies en vue de la réduction progressive des effectifs et le transfert des tâches résiduelles à l'équipe de pays des Nations Unies, à la CEDEAO, à l'UNOWAS et à d'autres partenaires en prévision de la fermeture du BINUGBIS. Toutefois, des contacts soutenus avec les homologues nationaux sont essentiels à ce stade, et j'appelle les parties prenantes nationales bissau-guinéennes à renforcer leur participation au processus de transition.

Dans le cadre des efforts de transition, une évaluation globale des capacités de l'équipe de pays des Nations Unies à la lumière des priorités nationales en matière de consolidation de la paix sera également menée pour recenser d'éventuelles lacunes. Ces priorités de consolidation de la paix seront ancrées dans les activités de programmes à long terme de l'équipe de pays des Nations Unies, énoncées dans le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2021 à 2025. À cet égard, je compte organiser une retraite BINUGBIS-équipe des

Nations Unies en mars pour faciliter la rationalisation des efforts de transition en cours et l'élaboration du plan-cadre de coopération.

Toutefois, pour que l'équipe de pays des Nations Unies puisse assumer la responsabilité des activités de consolidation de la paix essentielles – notamment le dialogue politique, la réconciliation nationale et la mise en œuvre de réformes urgentes, ainsi que la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée – après le départ du BINUGBIS, il sera essentiel de mettre à disposition les fonds nécessaires. J'appelle la communauté internationale à apporter un appui généreux au plan-cadre de coopération en Guinée-Bissau.

Après la conclusion du cycle électoral, la mission a réorienté ses efforts vers l'appui au programme de réforme, comme prévu dans les Accords de Conakry et le Pacte de stabilité. Cependant, l'absence d'un dialogue constructif entre les acteurs politiques nationaux, notamment au Parlement, menace gravement la mise en œuvre des réformes, en particulier la révision de la Constitution, dont il a été établi qu'elle est au cœur de l'instabilité récurrente dans le pays. Durant cette période post-électorale critique, il faut encourager toutes les forces politiques et les organisations de la société civile à s'engager en faveur du dialogue politique et à parvenir à un consensus sur les priorités nationales importantes afin de consolider la paix et la stabilité. Les acteurs régionaux et internationaux doivent également maintenir leur engagement.

À cet égard, le BINOGBUS continue d'apporter son appui aux préparatifs d'une conférence nationale sur la paix, la réconciliation et le développement, avec le concours financier du Fonds pour la consolidation de la paix. Cette initiative louable doit être appuyée par la communauté internationale. J'invite le Conseil de sécurité à appeler les acteurs concernés à faire avancer ce programme, ce qui contribuerait également à garantir la stabilité politique et institutionnelle.

Il importe aussi que la communauté internationale – et la CEDEAO en particulier – reste engagée en Guinée-Bissau pour appuyer le dialogue politique et le renforcement de la confiance, tout en promouvant une culture de la démocratie, de l'inclusion et de l'unité nationale. À cet égard, je compte mettre en place un cadre de haut niveau qui réunira les partenaires internationaux et les autorités nationales pour mener des échanges réguliers sur le programme de réforme, le promouvoir et accompagner le pays dans cette entreprise, et communiquer des informations sur la transition des Nations Unies. Ce cadre restera en place sous la présidence du Coordonnateur résident après la fermeture du BINUGBIS.

Je saisis cette occasion pour féliciter les autres membres du groupe des cinq partenaires internationaux pour la Guinée-Bissau – l'Union africaine, la CEDEAO, la Communauté des pays de langue portugaise et l'Union européenne – dont les efforts conjoints et inlassables ont permis à la Guinée-Bissau de respecter le calendrier électoral.

Avant de conclure, je voudrais rappeler qu'au cours des 20 dernières années, l'ONU a investi considérablement en Guinée-Bissau. À présent, dans la perspective de la reconfiguration de la présence des Nations Unies dans le pays, il nous incombe collectivement de préserver les acquis obtenus en matière de démocratie et de consolidation de la paix. Il est impératif que la Guinée-Bissau continue de figurer parmi les priorités de la communauté régionale et internationale, y compris la Commission de consolidation de la paix.

Nous devons intensifier collectivement nos efforts visant à réaliser un développement inclusif et durable pour tous, dans le contexte du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et au-delà. Il est essentiel de concentrer les efforts sur les plus vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, étant donné que près de 60 % de la population bissau-guinéenne a moins de 25 ans et que la plupart des jeunes sont au chômage. Sans perspectives d'avenir, ils peuvent devenir des fauteurs de troubles plutôt que des agents de la paix.

Enfin, j'encourage les dirigeants politiques bissau-guinéens à être fidèles à l'héritage d'Amílcar Cabral et à engager un dialogue constructif pour surmonter leurs divergences et respecter leurs institutions nationales – le fondement même de l'État – en vue de reconstruire leur pays au profit de la prochaine génération.

Le Président : Je remercie Mme Sori-Coulibaly de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Costa Filho.

M. Costa Filho (*parle en anglais*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir invité à prendre la parole au Conseil de sécurité en ma qualité de nouveau Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix. Je saisis cette occasion pour remercier mon prédécesseur, l'ancien

Président de la formation, l’Ambassadeur Mauro Vieira, de son dévouement et de son engagement en faveur de la Guinée-Bissau. Je voudrais également remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Rosine Sori-Coulibaly, de son exposé détaillé d’aujourd’hui et de son travail à la tête du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS).

La Commission de consolidation de la paix félicite la Guinée-Bissau du succès des élections législatives et présidentielle qui ont eu lieu en 2019, et remercie les partenaires régionaux et internationaux d’avoir fourni l’appui financier et logistique nécessaire à leur tenue. Toutefois, la tenue des élections n’est qu’un premier pas vers la stabilité politique. Les institutions nationales sont maintenant en train de traiter du contentieux juridique résultant de la contestation des résultats des élections dont est saisi la Cour suprême de justice. Nous espérons que tous les problèmes seront réglés conformément à la Constitution, par des voies pacifiques et dans la transparence. Una passation pacifique du pouvoir nous permettra à tous de maintenir l’élan positif créé par les élections en vue de consolider la démocratie et de nous concentrer sur la mise en œuvre des priorités du pays en matière de consolidation de la paix.

Pour la Guinée-Bissau, 2020 sera une année charnière. Une fois achevées les procédures judiciaires concernant les résultats électoraux, le pays assistera, pour la première fois de son histoire, à une passation de pouvoir entre un Président élu et un autre Président élu démocratiquement.

Le BINUGBIS poursuivra son retrait progressif et le transfert de ses tâches à un Bureau du Coordonnateur résident aux pouvoirs renforcés et au Bureau des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel, comme l’exige le Conseil de sécurité. Nous rappelons cependant que cette transition ne doit pas être un processus centré sur l’ONU. Au contraire, le rôle de l’ONU consistera à garantir une approche cohérente et coordonnée à l’appui des efforts nationaux pour faire avancer les politiques et les programmes visant à éliminer les causes profondes de l’instabilité et à promouvoir la paix et le développement. La Commission demeure déterminée à appuyer le rôle central que joue le BINUGBIS en contribuant à ces efforts. Il sera important que la communauté internationale continue d’aider le Gouvernement à renforcer des institutions démocratiques et inclusives pour contribuer aux réformes internes, appuyer la participation des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix, et pour promouvoir et protéger les droits de l’homme. En outre, à la lumière de la situation politique actuelle, il sera essentiel que le BINUGBIS continue d’offrir ses bons offices et de faciliter un dialogue politique sans exclusive. Alors que la situation en Guinée-Bissau reste instable, il est de la plus haute importance que nous assurions un suivi politique approprié de l’évolution de la situation dans le pays.

J’ai récemment rencontré la Représentante spéciale Sori-Coulibaly afin de déterminer comment le rôle de rassemblement, de rapprochement et consultatif de la Commission de consolidation de la paix pourrait permettre de renforcer la cohérence entre les parties prenantes durant cette année critique et garantir qu’une attention internationale soutenue soit accordée aux besoins à long terme de la Guinée-Bissau. La Commission de consolidation de la paix est prête à aider le BINUGBIS et le Gouvernement bissau-guinéen en offrant un espace pour la cohérence et la coordination entre parties prenantes, ainsi que pour la promotion d’une analyse et d’une compréhension communes des multiples défis à relever en vue de consolider la paix dans le pays. Nos efforts seront bien sûr ancrés dans le dialogue avec le Gouvernement. Nous ferons de notre mieux pour collaborer avec le Gouvernement afin d’identifier les priorités en matière de consolidation de la paix et de promouvoir les réformes internes nécessaires pour garantir la stabilité du pays à long terme. La Commission est également déterminée à lutter contre les difficultés budgétaires que rencontrent souvent les pays en transition. Dans ce cas, nous devons nous employer à mobiliser un appui international et régional pour les priorités du pays en matière de consolidation de la paix, en particulier les plans nationaux de développement et le futur plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui guideront les activités de développement menées par les Nations Unies au niveau national.

Enfin, la Commission de consolidation de la paix continuera de promouvoir la participation et la représentation effectives des femmes et des jeunes aux processus politiques et à la consolidation de la paix. Pour que ces activités et d’autres se déroulent comme prévu, le rôle du Fonds pour la consolidation de la paix restera essentiel. Les projets du Fonds jouent un rôle capital dans la promotion de l’inclusion politique en Guinée-Bissau, et nous espérons qu’ils continueront de jouer ce rôle pendant et après la transition.

La Commission de consolidation de la paix est engagée en Guinée-Bissau depuis que ce pays a été inscrit au programme de travail officiel en 2007. Depuis lors, la Commission a constaté à la fois une progression et des difficultés dans l'appui que fournit la Commission aux priorités du pays en matière de consolidation de la paix. Je pense que l'examen du dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies en 2020 nous offrira une occasion précieuse d'établir un bilan et de nous pencher sur les problèmes restants. Je réitère la volonté de la Commission d'appuyer l'exercice de reconfiguration et de fournir des avis spécifiques en temps opportun au Conseil de sécurité à cet égard. Nous devons travailler de concert pour veiller à ce que la Guinée-Bissau continue de bénéficier d'une coopération adéquate de la part de ses partenaires internationaux, et ce afin que les priorités de consolidation de la paix appuyées par le BINUGBIS ne soient pas délaissées.

Je vous remercie une fois de plus, Monsieur le Président, de m'avoir donné cette occasion de présenter un exposé au Conseil de sécurité. Je compte sur notre coopération en faveur de la consolidation de la paix en Guinée-Bissau.

Le Président : Je remercie M. Costa Filho de son exposé.

Je vais à présent donner la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

Je donne la parole au Ministre des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur de la République du Niger.

M. Ankourao (Niger) : Qu'il me soit permis de remercier, à l'entame de mon propos, Mme Rosine Sori-Coulibaly, Représentante spéciale Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Cheffe du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), pour son excellent exposé sur la situation qui prévaut sur le terrain. Soyez assuré, Monsieur le Président, que le Niger, qui assure cette année la présidence en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est plus que jamais disposé à contribuer aux efforts internationaux et régionaux pour le règlement pacifique de la crise bissau-guinéenne.

Les actions conjuguées des partenaires internationaux, en particulier le groupe de cinq organisations internationales, à savoir l'Union africaine, la CEDEAO, la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), l'Union européenne et l'ONU, ont contribué aux avancées significatives enregistrées ces dernières années en Guinée-Bissau. Ces avancées ont permis la tenue des élections législatives, le 10 mars 2019, et présidentielle, le 24 novembre 2019 pour le premier tour et le 29 décembre 2019 pour le second tour, dans des conditions jugées justes et équitables par toute la communauté internationale. Le Niger salue le déroulement de ces élections et adresse au peuple bissau-guinéen ses félicitations. Le Niger remercie la communauté internationale pour avoir assuré le financement intégral de ces élections.

Cependant, alors que nous nous réjouissions de la fin du cycle électoral, gage de la résolution de la longue crise politique en Guinée-Bissau, l'impasse politique née après la récente élection présidentielle suscite de plus en plus d'inquiétude. Désormais, un éventuel scénario catastrophe n'est pas à écarter totalement. Pour avoir conduit plusieurs fois des missions d'accompagnement de la CEDEAO en Guinée-Bissau, j'ai retenu que pour mieux apprécier la crise actuelle, il est nécessaire d'accorder la plus grande attention aux éléments suivants.

Premièrement, la crise bissau-guinéenne revêt aujourd'hui une forme institutionnelle plutôt que violente. La Constitution et la loi électorale en vigueur comportent les germes de malentendus chroniques faisant place à toutes les interprétations partisanes.

Deuxièmement, l'actuel Président de la République a fini son mandat légal depuis le 25 juin 2019. Il est maintenu par la volonté de la CEDEAO, à travers une résolution prise au sommet en juillet 2019, pour éviter un vide institutionnel.

Troisièmement, le Gouvernement actuel est issu des élections législatives de 2019. Il a été mis en place le 3 juin et il est dirigé par le plus grand parti, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et de Cabo Verde, qui ne dispose cependant pas à lui seul de la majorité absolue, ce qui le rend fragile.

Quatrièmement, l'activité de trafic de stupéfiants dans ce pays est régulièrement indexée comme un des principaux facteurs de déstabilisation des institutions.

En vue d'éviter une nouvelle crise politique à ce pays, le Niger réitère l'appel de la CEDEAO demandant aux différents organes et institutions impliqués dans le processus électoral de ce pays de contribuer à la normalisation politique et institutionnelle du pays en finalisant au plus tard le 15 février, c'est-à-dire demain, leurs travaux. À cet égard, les partenaires bilatéraux et multilatéraux de la Guinée-Bissau doivent rester

déterminés et vigilants pour faire appliquer les Accords de Conakry et la feuille de route de la CEDEAO. Ils doivent aussi œuvrer au maintien du régime des sanctions afin d'obliger les éventuels contrevenants à s'y conformer.

Avec la fermeture prochaine du BINUGBIS, prévue le 31 décembre 2020, rappelée tout à l'heure par Mme Sori-Coulibaly, la prolongation du mandat de la Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau sera nécessaire pour assister le pays dans la réforme de son secteur de sécurité et de ses textes fondamentaux. Pour cela, le Niger réitère ici l'appel de l'Union africaine pour une mobilisation collective de la communauté internationale, notamment l'ONU et l'Union européenne, pour apporter davantage un soutien financier à cette mission, afin de lui permettre de poursuivre ses opérations, jusqu'à ce que les forces nationales de défense et de sécurité soient en mesure d'assurer la sécurité dans le pays. Notre région ouest-africaine, durement éprouvée par les attaques terroristes qui gagnent en intensité tout en s'étendant dans son espace, ne peut se permettre une nouvelle instabilité en Guinée-Bissau, qui connaît déjà un accroissement des crimes liés au trafic de drogue.

Pour finir, je lance un appel pressant au Conseil, pour que nous œuvrions ensemble afin que la Guinée-Bissau ne retombe dans l'instabilité et ne devienne une base arrière des terroristes sévissant au Sahel.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) **:** Nous remercions à nouveau le Ministre nigérien des affaires étrangères de sa présence. Nous remercions Mme Sori-Coulibaly et l'Ambassadeur Ronaldo Costa Filho de leurs interventions.

Nous voudrions commencer par féliciter le Gouvernement bissau-guinéen pour avoir mené à bien ses élections législatives et présidentielle en 2019. Les résultats ont été décrits par les observateurs internationaux et par les observateurs de la société civile comme étant transparents, équitables et crédibles. Ces récents faits politiques ont des répercussions positives directes sur la stabilité à long terme du pays, et nous nous félicitons donc de l'environnement relativement sûr et stable qui a été maintenu au cours de cette période. Nous attendons la décision de la Cour suprême de justice sur la demande d'un nouveau décompte des voix au niveau national. Pour que ce processus électoral soit crédible, il faut que l'enquête soit conclue et que ses résultats soient mis en œuvre sans délai.

À cet égard, nous demandons instamment au Gouvernement de continuer de faire preuve de l'impartialité dont il a fait preuve jusqu'à présent, et nous félicitons les forces militaires pour les louables efforts de maintien de la paix qu'elles ont déployés, en donnant l'ordre aux forces de sécurité de s'abstenir de tout acte contraire à l'ordre constitutionnel.

D'autre part, nous sommes préoccupés par l'augmentation signalée des discours provocateurs, qui contribuent à l'augmentation des tensions et des fragmentations sur l'ensemble du territoire, notamment des divisions ethniques et religieuses. À cet égard, nous exhortons le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) à continuer de prendre des initiatives telles que celle consistant à aider le Conseil national pour la communication sociale à rédiger un code de conduite relatif au traitement de l'élection présidentielle.

De même, nous invitons le Gouvernement à redoubler d'efforts pour réagir aux violations des droits de l'homme commises par le passé, ainsi qu'à créer une institution nationale de promotion et de protection des droits de l'homme, qui soit en conformité avec les Principes de Paris. L'usage de la force par les forces de sécurité contre des manifestants est inacceptable; leurs droits à la liberté d'expression et à la liberté de réunion doivent être protégés.

Nous saluons les activités de formation organisées par le BINUGBIS en faveur de l'intégration des femmes et des jeunes, qui sont essentiels à l'édification d'une société plus juste et plus inclusive. Nous soulignons en particulier l'inclusion de la nouvelle politique d'égalité des genres, qui sera intégrée dans tous les travaux de la Commission électorale nationale.

Nous rappelons qu'après la conclusion des processus électoraux, il est essentiel de recentrer les priorités du pays sur la situation économique. La dégradation des finances publiques et l'augmentation des dépenses ont aggravé la fragilité de l'État, touchant directement les populations les plus vulnérables. À cet égard, l'insécurité alimentaire et la malnutrition chronique demeurent l'une des difficultés majeures auxquelles le peuple bissau-guinéen est confronté.

De même, la République dominicaine, en tant que membre de la Commission de consolidation de la paix, se félicite des efforts louables que la Commission déploie sur le terrain, notamment en ce qui concerne la mobilisation de financements, la définition d'objectifs

prioritaires pour la consolidation de la paix, la promotion de la participation des femmes et des jeunes aux processus politiques et leur inclusion dans ces processus, ainsi que la promotion des réformes internes dont le pays a besoin pour instaurer une stabilité durable.

Nous applaudissons les progrès réalisés par le Gouvernement dans la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisé, activités criminelles qui menacent tout effort de stabilisation du pays et de développement d'institutions politiques et sociales solides. La collaboration entre l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le BINUGBIS et INTERPOL a permis de renforcer la formation technique, d'améliorer le matériel de détection et de procéder à la saisie de cocaïne la plus importante jamais réalisée à ce jour.

Enfin, nous saluons les efforts et les bons offices de tous les partenaires régionaux et internationaux de la Guinée-Bissau, et en particulier la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, pour son appui crucial et sa médiation constante lors des processus électoraux qui ont eu lieu en 2019.

M. Ladeb (Tunisie) (*parle en arabe*) : Je voudrais commencer par remercier Mme Rosine Sori-Coulibaly, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Cheffe du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS). Je tiens également à remercier M. Ronaldo Costa Filho, Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies. Je souhaite une nouvelle fois la bienvenue au Ministre des affaires étrangères de la République du Niger.

Depuis la séance du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Guinée-Bissau tenue en novembre dernier (voir S/PV.8656) et l'adoption de la déclaration de la Présidente S/PRST/2019/13, qui a souligné l'importance de progresser sur la voie politique et d'organiser l'élection présidentielle dans les délais prévus, la situation est globalement stable. La Tunisie espère donc voir la situation en Guinée-Bissau évoluer vers une détente et vers un apaisement des tensions actuelles, en particulier après l'élection présidentielle qui s'est déroulée dans les délais prévus, dans de bonnes conditions et de manière pacifique et transparente, comme l'ont affirmé tous les observateurs.

La Tunisie saisit cette occasion pour féliciter de leurs efforts les différentes parties concernées, en particulier les autorités bissau-guinéennes. Nous saluons l'attachement des forces militaires à la neutralité et à la création de conditions adéquates pour la tenue de l'élection. Nous apprécions les efforts déployés par la Commission électorale nationale et par le groupe des cinq partenaires internationaux à Bissau – Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Communauté des pays de langue portugaise, ONU, Union africaine et Union européenne – pour garantir la tenue de cette importante élection en Guinée-Bissau les 24 novembre et 29 décembre 2019.

Malgré le manque de clarté qui a prévalu après l'annonce des résultats électoraux et la crise politique subséquente, dont la prolongation mettrait en péril la sécurité et la stabilité en République de Guinée-Bissau, la Tunisie salue les efforts déployés par toutes les parties concernées afin de surmonter la crise. Elle salue aussi l'approche adoptée par les deux parties concernées par l'élection présidentielle, qui a consisté à recourir à des moyens juridiques et judiciaires pour régler la question des résultats de l'élection.

Étant donné le manque de confiance qui continue de prévaloir entre les principaux partis politiques, ce qui représente un obstacle pour la stabilité, la Tunisie invite toutes les parties prenantes concernées à faire passer les intérêts suprêmes du pays avant toute autre considération, à préserver le calme et à éviter tout ce qui peut exacerber la situation ou menacer la sécurité et la paix. À cet égard, nous saluons le rôle de médiation efficace et constructif que continue de jouer la CEDEAO pour amener les différentes parties prenantes bissau-guinéennes à surmonter la crise politique et mettre en place les meilleures conditions possibles afin de créer un environnement de paix et de stabilité dans ce pays africain frère.

La Tunisie se félicite aussi des efforts déployés en vue de la mise en œuvre de la feuille de route et des différents engagements pris au titre des Accords de Conakry, notamment l'achèvement des scrutins électoraux, la révision de la Constitution et la réforme du secteur de la sécurité, afin que les autorités bissau-guinéennes puissent consolider le processus de réconciliation nationale, renforcer la gouvernance démocratique, poursuivre dans la voie des réformes engagées dans différents domaines, consacrer l'égalité des sexes, accroître la participation des jeunes, respecter les droits de la personne, encourager une culture de la responsabilité et promouvoir le développement socioéconomique.

Les progrès sur les volets politique, économique et social, avec l'appui des partenaires internationaux

représentés en Guinée-Bissau et des organisations régionales et internationales, resteront menacés faute d'une lutte efficace contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée, qui continuent de représenter une grave menace pour la stabilité, la sécurité et le développement en Guinée-Bissau. À cet égard, la Tunisie se félicite des efforts que déploient les autorités bissau-guinéennes, avec l'appui du BINUGBIS, en vue de renforcer la surveillance des frontières terrestres, maritimes et aériennes pour endiguer cette menace. Nous les invitons à appuyer et à accompagner la mise en œuvre du plan national de lutte contre le trafic de drogue ainsi qu'à renforcer la coopération bilatérale avec l'ONU et les autres partenaires face à ce fléau.

La délégation de mon pays voudrait souligner que l'instabilité politique en Guinée-Bissau pourrait aggraver la situation en matière de sécurité et ralentir le processus politique en cours dans le pays, qui, jusqu'ici, a connu des avancées positives, notamment la tenue des élections législatives et présidentielle, avec tout ce que cela pourrait avoir comme retombées graves sur toute la région, en particulier le risque de voir les groupes terroristes et criminels profiter de la situation pour renforcer leur présence et leurs activités, sans parler de la possibilité de voir différentes formes de criminalité transnationale organisée se propager. En ce qui concerne la reconfiguration de la présence des Nations Unies en Guinée-Bissau conformément à ce que prévoit la résolution 2458 (2019), la Tunisie réaffirme que le processus doit se poursuive et aller de pair avec une amélioration de la situation sur le terrain.

Pour terminer, je voudrais dire que dans le cadre de sa présidence du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2048 (2012) concernant la Guinée-Bissau, et tout en saluant le rôle joué par le Président sortant du Comité, le Représentant permanent de la Guinée équatoriale, M. Anatolio Ndong Mba, la Tunisie réaffirme sa volonté de faire fond sur les progrès enregistrés jusqu'à présent, ainsi que sa disposition à poursuivre les efforts de consultation et de coordination avec le Bureau intégré des Nations Unies, les membres du Comité et les différentes parties prenantes. Nous continuerons à suivre de près l'évolution de la situation et l'avancement du processus en faveur de la stabilité politique et de la réforme.

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M[me] Rosine Sori-Coulibaly, des informations précieuses qu'elle nous a communiquées dans son exposé de ce matin. Je remercie aussi le Représentant permanent du Brésil, S. E. M. Ronaldo Costa Filho, de son exposé en sa qualité de Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix. Il est important, selon nous, de consolider plus avant le lien qui existe entre le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix, surtout étant donné la nécessité d'un rôle plus important pour la Commission de consolidation de la paix. Je voudrais également souhaiter tout spécialement la bienvenue au Ministre nigérien des affaires étrangères, S. E. M. Kalla Ankourao.

Nous nous félicitons de la manière pacifique dont se sont déroulés les deux tours de l'élection présidentielle malgré les tensions politiques qui ont précédé les scrutins. Le taux de participation, supérieur à 70 %, est très encourageant. Il importe maintenant au plus haut point que toutes les parties prenantes agissent de façon responsable et veillent à un transfert pacifique du pouvoir au nouveau Président. Cela passe tout d'abord par la confirmation des résultats définitifs de l'élection, conformément aux principes constitutionnels et démocratiques, et leur respect par toutes les parties. Nous apprécions vivement les efforts déployés par le Bureau intégré des Nations Unis pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour encourager le dialogue, faire office de médiateur entre les adversaires politiques et aider à trouver un moyen de surmonter les tensions politiques, tant durant la période qui a précédé les élections que maintenant.

Après la conclusion du cycle électoral, il est primordial que tous les acteurs politiques fassent passer les intérêts de leur pays et leur peuple en premier, et agissent en collaboration pour mettre en œuvre les réformes cruciales envisagées dans les Accords de Conakry et énoncées dans le pacte de stabilité. Nous nous félicitons en particulier de la prise en compte des questions de genre et de l'appui à la participation des femmes au processus démocratique. Dans ce contexte, nous accueillons aussi avec satisfaction l'appui fourni aux efforts visant à mettre fin à l'impunité pour les crimes fondés sur le sexe et les violations des droits de la personne.

Nous restons préoccupés par les menaces que la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogue font peser sur la stabilité. C'est pourquoi nous exprimons notre appui à l'important travail qu'effectuent

à cet égard l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le BINUGBIS. Il demeure important de donner aux autorités chargées de l'application de la loi les moyens d'engager efficacement des poursuites contre la criminalité organisée.

Nous sommes satisfaits d'apprendre que le processus de transition est bien structuré et bien planifié. Tout vide après le fermeture du BINUGBIS doit être évité. C'est pourquoi une coopération étroite entre les autorités bissau-guinéennes et les autres entités des Nations Unies présentes dans le pays ainsi qu'avec les organisations régionales, en particulier la CEDEAO, ainsi que l'engagement actif de ces dernières, est indispensable pour éviter une déstabilisation. À cet égard, nous soulignons l'importance continue de la coopération du groupe des cinq partenaires internationaux. Nous saluons le rôle de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, ainsi que l'aide qu'apporte le Fond pour la consolidation de la paix. Le renouvellement du mandat du BINUGBIS dans le courant du mois doit tenir compte des réalités sur le terrain et bien montrer que nous continuons d'appuyer la Guinée-Bissau et que nous restons attachés aux efforts de développement et de consolidation de la paix dans ce pays.

Pour terminer, je voudrais dire que nous partageons également la recommandation du Secrétaire général quant à la nécessité de travailler en lien très étroit avec le Gouvernement bissau-guinéen pour veiller à ce que le pays prenne le processus en main.

M. Michon (France) : Je remercie tout d'abord la Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Rosine Sori-Coulibaly, et l'Ambassadeur Costa Filho, qui préside la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, pour leurs interventions. Je tiens aussi à saluer la présence du Ministre des affaires étrangères du Niger, qui préside actuellement la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Je voudrais tout d'abord saluer la tenue de l'élection présidentielle en novembre et en décembre derniers. Après une période de forte incertitude, le déroulement des scrutins dans des conditions apaisées a constitué une avancée majeure. Je tiens à saluer l'attitude responsable de l'ensemble des acteurs bissau-guinéens, civils et militaires, qui a permis de franchir cette étape.

Ces développements positifs se doivent aussi beaucoup à l'appui de la communauté internationale dans ses différentes composantes. Et je voudrais adresser notamment un hommage appuyé aux États de la CEDEAO, actuellement présidée par le Niger, dont l'engagement sans faille, politique, économique et militaire, a porté ses fruits et qui, comme nous l'avons entendu, continuent de rester très engagés en soutien à leur partenaire régional. Je veux aussi saluer le rôle positif de la Commission de consolidation de la paix, sous la direction de l'Ambassadeur Vieira, et désormais de l'Ambassadeur Costa Filho, et le rôle des projets du Fonds pour la consolidation de la paix, qui contribue au résultat actuel.

Ces évolutions montrent que tous les outils que nous avons collectivement déployés pour répondre à cette crise, y compris les sanctions qui ont été décidées par le Conseil, ont été efficaces. Mais malgré les avancées que j'ai mentionnées, la situation en Guinée-Bissau demeure fragile. Nous attendons toujours la confirmation des résultats de l'élection présidentielle en Guinée-Bissau par la Cour suprême de ce pays, et nous souhaitons que le processus électoral aille à son terme dans les meilleurs délais et dans le respect de l'état de droit. La situation actuelle illustre combien le processus en Guinée-Bissau reste à consolider. Et au-delà des élections, comme d'autres l'ont dit, le rétablissement d'une paix et d'une stabilité durables passe aussi par des avancées importantes dans d'autres domaines. L'ensemble des réformes politiques qui sont prévues par les Accords de Conakry de 2016, notamment la révision de la Constitution, doivent désormais être mises en œuvre dans les meilleurs délais par les nouvelles autorités.

Dans ce contexte, la France soutient la mise en œuvre du plan de transition du Bureau intégré des Nations Unis pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau que nous avons décidé ici, dans la perspective de sa fermeture en fin d'année. Alors que le transfert des différentes activités du Bureau commence à s'engager, nous appelons à ce que la mission de soutien à la réforme du secteur de la sécurité – qui est un enjeu particulièrement crucial pour la stabilité à long terme du pays – soit effectivement prise en charge.

Enfin, la poursuite des progrès qui ont été relevés par plusieurs intervenants dans la lutte contre la criminalité organisée, notamment le trafic de drogue, exigera un engagement résolu et dans la durée des autorités bissau-guinéennes, ainsi qu'un appui continu de la part de la communauté internationale. Nous sommes donc à un moment charnière, et les semaines à venir devront nous permettre de confirmer que la

Guinée-Bissau est véritablement engagée sur la voie d'une stabilisation durable. Le rôle d'accompagnement de la région, et plus largement de la communauté internationale et du Conseil, continuera d'être important dans la période qui s'ouvre, et les autorités bissau-guinéennes peuvent compter sur le soutien de la France à tous ces efforts.

M. Syihab (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu, une fois de plus, au nom de ma délégation, à saluer chaleureusement la présence du Ministre des affaires étrangères du Niger au Conseil de sécurité. Je tiens également à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, Rosine Sori-Coulibaly, et l'Ambassadeur Ronaldo Costa Filho de leurs exposés détaillés.

Comme le souligne le Secrétaire général dans son dernier rapport (S/2020/105), l'achèvement du cycle électoral en Guinée-Bissau représente une étape essentielle. L'Indonésie se félicite que l'élection présidentielle se soit déroulée dans un climat généralement pacifique. Nous félicitons le peuple bissau-guinéen et nous espérons sincèrement que ce processus ouvrira la voie à une stabilité et une prospérité durables dans le pays. À cet égard, je vais souligner trois points.

Premièrement, il importe de sortir de l'impasse postélectorale. Nous exhortons toutes les parties à mettre de côté leurs différends et à favoriser un transfert pacifique du pouvoir. Nous espérons que le différend électoral pourra être réglé rapidement par des moyens pacifiques afin d'empêcher que le pays sombre dans une crise politique profonde. Dans un pays qui est en proie à des troubles politiques depuis son indépendance, l'instabilité handicape depuis trop longtemps l'économie bissau-guinéenne, et elle a créé un environnement propice à la criminalité organisée, notamment le trafic de drogue. Il est grand temps que tous les Bissau-Guinéens s'écartent de l'incertitude politique pour concentrer leur énergie sur des problèmes plus pressants, notamment la réforme constitutionnelle et le développement économique.

Cela m'amène à mon deuxième point, la mise en œuvre d'une réforme multisectorielle. Une fois le transfert du pouvoir achevé dans un climat pacifique, les parties prenantes bissau-guinéennes devront relever des défis immédiats, notamment garantir la stabilité politique et le fonctionnement des institutions nationales et améliorer les conditions de vie de la population. La réduction de la pauvreté est un des domaines qui nécessite le plus d'attention, car plus de la moitié de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. La lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée, qui continuent de menacer la stabilité de la Guinée-Bissau, représente un autre domaine.

Nous nous réjouissons des progrès accomplis à ce jour, notamment l'élaboration du plan d'action national sur le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée, le renforcement des capacités des services de maintien de l'ordre et l'augmentation de la participation des femmes au processus politique. Ces progrès doivent se poursuivre et jetteront des bases solides pour l'avenir de la Guinée-Bissau. Nous saluons l'action menée à cet égard par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), la Commission de consolidation de la paix et les autres partenaires internationaux

Mon troisième point porte sur le retrait du BINUGBIS. Alors que nous entamons le retrait progressif du BINUGBIS, dont la fermeture est prévue à la fin de l'année, il convient de garder à l'esprit que le pays se trouve à un tournant crucial. L'engagement et l'appui continus de la communauté internationale seront essentiels dans le contexte des futurs efforts de consolidation de la paix et de réforme. Nous nous félicitons de l'élaboration d'une feuille de route en vue de garantir une transition sans heurt de la présence des Nations Unies en Guinée-Bissau, et nous félicitons la Commission de consolidation de la paix de mobiliser des fonds pour appuyer l'équipe de pays des Nations Unies. Je conviens avec le Secrétaire général et le Président de la Commission de consolidation de la paix que la transition ne doit pas être un processus centré sur l'ONU et que l'appropriation nationale est essentielle.

Enfin, nous saluons les initiatives menées par les acteurs régionaux et internationaux, notamment le groupe des cinq partenaires internationaux et la Commission de consolidation de la paix, ainsi que le soutien constant qu'ils apportent en vue de rétablir la paix et la stabilité et de garantir le développement durable dans le pays. À l'avenir, nous devons veiller à ce que les nombreux progrès durement acquis ne soient pas perdus et à ce que la communauté internationale continue d'appuyer la consolidation de la paix et le développement en Guinée-Bissau, même après la fermeture du BINUGBIS.

Mme DeShong (Saint-Vincent-et-les Grenadines) (*parle en anglais*) : Nous souhaitons à notre tour saluer la présence du Ministre des affaires étrangères du Niger et exprimer notre gratitude à la Représentante spéciale

du Secrétaire général, Mme Rosine Sori-Coulibaly, et à l'Ambassadeur Costa Filho pour leurs exposés.

La situation en Guinée-Bissau, même si elle s'améliore progressivement, continue de poser certains problèmes qui, s'ils ne sont pas réglés, pourraient anéantir les progrès accomplis dans le pays au cours des dernières années. Saint-Vincent-et-les Grenadines félicite le Président sortant, José Mário Vaz, d'être parvenu au terme de son mandat, et la Guinée-Bissau d'avoir organisé une élection présidentielle relativement pacifique. Il convient également de féliciter les membres de la communauté internationale, notamment le groupe des cinq partenaires internationaux, et plus particulièrement la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les organisations de la société civile, qui ont fourni un appui précieux durant le processus électoral.

Comme l'a souligné la Représentante spéciale Sori-Coulibaly, le résultat de l'élection a été contesté. Saint-Vincent-et-les Grenadines appuie le processus juridique international en cours en Guinée-Bissau en vue de régler le différend électoral et appelle les parties concernées à respecter le processus et à agir en conséquence.

Nous encourageons également la Guinée-Bissau à mettre en place d'urgence les réformes critiques et les orientations stratégiques énoncées dans la feuille de route de la CEDEAO, les Accords de Conakry et le pacte de stabilité. Nous exhortons les acteurs politiques bissau-guinéens à rester concentrés sur les nobles tâches que leur ont confiées les électeurs afin de mener le pays vers le progrès et la stabilité. Les membres du Parlement devront mettre de côté leurs divergences et collaborer plus étroitement, en suivant une approche non partisane, pour mettre en place des réformes dans le pays.

En sus de ces réformes, je me dois de mentionner les progrès socioéconomiques nécessaires dans le pays. La situation actuelle en Afrique de l'Ouest a montré que les communautés sous-développées qui souffrent du manque de perspectives économiques et du faible accès aux services sociaux sont les plus à même d'être ciblées par les éléments criminels et radicaux. Nous constatons, d'après le rapport du Secrétaire général (S/2020/105), que la criminalité transnationale organisée, principalement le trafic de drogue, existe en Guinée-Bissau. Nous accueillons avec satisfaction le plan d'action stratégique contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée élaboré par le pays avec l'aide d'organismes des Nations Unies, en particulier l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Nous appelons également la communauté internationale à continuer d'appuyer la Guinée-Bissau alors que le pays continue d'œuvrer à la consolidation de la paix et au développement durable, et nous appelons la Commission de consolidation de la paix à continuer de mobiliser l'appui nécessaire.

Enfin, nous voudrions remercier le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) pour son action louable en Guinée-Bissau au cours de la période considérée. Alors que la date de l'échéance fixée pour la fermeture du Bureau se rapproche, comme le stipule la résolution 2458 (2019), ce dernier a fait d'énormes progrès dans le cadre de son retrait en trois phases. Nous notons avec satisfaction que le Fonds pour la consolidation de la paix a mobilisé 4 millions de dollars pour faciliter la transition et le transfert sans heurt des tâches résiduelles du BINUGBIS à d'autres organismes et partenaires de l'ONU. Nous avons également pris note avec une satisfaction particulière des efforts de sensibilisation entrepris par le BINUGBIS pour attirer davantage l'attention des États et des entités de la région sur son retrait, car nous considérons qu'ils ont également un rôle important à jouer pour combler le vide qui sera laissé par le BINUGBIS.

M. Zhang Dianbin (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine souhaite la bienvenue au Ministre des affaires étrangères du Niger à la réunion d'aujourd'hui.

Nous avons suivi avec beaucoup d'attention les exposés de la Représentante spéciale Sori-Coulibaly et de l'Ambassadeur Costa Filho.

Nous avons pris note du rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2020/105). L'Assemblée nationale de Guinée-Bissau a adopté le programme politique du Gouvernement en octobre dernier, et les deux tours de l'élection présidentielle se sont déroulés dans le calme à la fin de l'année dernière et au début de cette année. La stabilité politique dans le pays a été maintenue pendant cette période, ce dont la Chine se félicite. Nous saluons vivement le rôle positif joué par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les pays de la région. Nous avons également pris note du litige en suspens au niveau national concernant les résultats des élections. Nous espérons que toutes les parties agiront dans l'intérêt de la paix et de la stabilité du pays, renforceront le dialogue

et la coordination, et résoudront les différends par les voies appropriées afin de garantir l'achèvement sans heurt du processus électoral et de maintenir la sécurité et la stabilité dans le pays.

La Chine est favorable aux solutions africaines aux problèmes africains. Nous espérons que tous les acteurs nationaux consolideront l'élan positif obtenu à grand prix, continueront à mettre en œuvre les Accords de Conakry et la feuille de route en six points de la CEDEAO, et feront avancer activement les réformes en vue d'améliorer les conditions de vie de la population et de promouvoir le développement et la stabilité du pays. Nous appelons la communauté internationale à apporter un appui tangible à la Guinée-Bissau dans la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée. La Chine appuie le peuple bissau-guinéen dans sa quête d'une voie de développement adaptée à sa situation nationale. Une perspective de développement doit être intégrée aux efforts de prévention des conflits. La communauté internationale doit aider le pays à renforcer ses capacités, tout en accordant la priorité à des questions telles que l'élimination de la pauvreté, l'éducation, la santé et les infrastructures en vue de parvenir à un développement, une paix et une stabilité durables. Le BINUGBIS et la Commission de consolidation de la paix peuvent jouer un rôle plus important à cet égard.

La Chine est favorable à ce que l'Union africaine, la CEDEAO et d'autres organisations régionales et sous-régionales ainsi que les pays de la région continuent de jouer un rôle constructif. Nous demandons au BINUGBIS de renforcer la coordination avec la CEDEAO, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et les autres organismes des Nations Unies, de respecter la souveraineté et les aspirations nationales et sur cette base, d'apporter un appui et une assistance adaptés au pays dans ses efforts en faveur de la paix et du développement. La Chine continuera d'appuyer les travaux du BINUGBIS, y compris sa restructuration progressive et le transfert de ses responsabilités, comme le prévoit la résolution 2458 (2019). Nous espérons que le BINUGBIS renforcera sa coopération avec le Gouvernement national et tiendra pleinement compte de ses avis pour garantir un transfert sans heurt de ses responsabilités et porter au maximum l'impact de son action au profit du peuple bissau-guinéen.

M. Matjila (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir convoqué cette réunion, un an après la visite du Conseil en Guinée-Bissau, où il a pu s'entretenir avec Mme Sori-Coulibaly. Nous nous joignons aux autres orateurs pour souhaiter la bienvenue au Ministre des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur et nous gardons à l'esprit que le Niger assure actuellement la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Nous remercions Mme Sori-Coulibaly pour sa présence et pour son exposé sur l'évolution de la situation au cours des 12 derniers mois. Nous souhaitons également la bienvenue à S. E. l'Ambassadeur Ronaldo Costa Filho et nous saluons le travail de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

Je voudrais axer mes observations sur trois points, à savoir l'évolution de la situation politique, la criminalité transnationale organisée et l'exécution du mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS).

Premièrement, en ce qui concerne l'évolution de la situation politique, ma délégation voudrait se joindre aux autres membres du Conseil pour féliciter le peuple bissau-guinéen pour l'élection présidentielle, qui s'est déroulée de manière libre, équitable et crédible. C'est un grand pas en avant, notamment la conclusion du processus électoral. L'Afrique du Sud est convaincue que cela mettra le pays sur la voie de la stabilité et de la prospérité. Nous appelons également toutes les parties en Guinée-Bissau à faire preuve de calme et de retenue face aux tensions récentes autour des résultats des élections, et à permettre au processus juridique de suivre son cours jusqu'à ce que l'impasse actuelle soit surmontée.

L'inclusion est primordiale alors que le pays continuer d'avancer. La participation des femmes et l'égalité entre les sexes restent des questions essentielles qui doivent être abordées. De même, la participation des jeunes à la vie politique doit être une priorité. Il faut exploiter pleinement le potentiel du dividende démographique pour permettre au pays de parvenir à une paix et un développement durables. De même, l'Afrique du Sud salue le solide leadership de la CEDEAO, sous la direction du Ministre des affaires étrangères du Niger, et son appui aux efforts de médiation pour concrétiser les aspirations des citoyens de Guinée-Bissau. Nous exhortons les dirigeants de la Guinée-Bissau à continuer de coopérer avec la CEDEAO en mettant pleinement en œuvre le programme de réforme prévu par les Accords de Conakry. Cette feuille de route souligne la nécessité de lancer des réformes constitutionnelles, un dialogue politique inclusif et des processus de réconciliation

nationale. En outre, la communauté internationale a joué un rôle essentiel en accompagnant la Guinée-Bissau dans le processus électoral et le processus de paix. Nous demandons instamment à la communauté internationale de continuer à apporter un appui ferme à la Guinée-Bissau afin de lui permettre de parvenir au développement socio-économique et d'édifier une société inclusive.

Deuxièmement, notre délégation reste préoccupée par la menace que représente la criminalité transnationale organisée pour la Guinée-Bissau et la région. Nous appuyons les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général, qui indique que

> « le renforcement du contrôle des frontières terrestres, maritimes et aériennes est essentiel pour faire refluer cette menace » (*S/2020/105, par. 89*).

À cet égard, nous saluons les efforts entrepris, en partenariat avec le BINUGBIS, pour fournir des conseils stratégiques et techniques et un appui au Gouvernement bissau-guinéen dans la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée, en étroite coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Il est important d'apporter l'appui nécessaire afin d'éviter d'alimenter les activités terroristes dans la région.

Troisièmement, l'Afrique du Sud est favorable à un retrait responsable, en tenant dûment compte de la situation sur le terrain, pour préserver les progrès importants qui ont été enregistrés jusqu'à présent. Nous appuyons en outre la mise en œuvre du plan de transition pour le retrait progressif et le transfert des tâches à l'équipe de pays des Nations Unies, au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et aux partenaires internationaux, qui doivent être menés à bon terme d'ici au 31 décembre.

M. Hunter (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale de son exposé et de ses efforts inlassables pour promouvoir la paix et la sécurité en Guinée-Bissau. Nous remercions également l'Ambassadeur Costa Filho et lui souhaitons la bienvenue alors qu'il assume ses nouvelles fonctions ici à New York.

Les États-Unis félicitent la Guinée-Bissau d'avoir organisé les premier et second tours des élections en décembre, dans le calme, avec l'aide de la communauté internationale. Des élections libres, équitables et transparentes sont la pierre angulaire de la démocratie, et nous nous félicitons du chemin parcouru par la Guinée-Bissau pour donner à ses citoyens la possibilité de choisir leurs propres dirigeants. Quelle que soit la décision de la Cour suprême, les États-Unis continueront d'apporter leur appui aux institutions démocratiques et à l'état de droit en Guinée-Bissau. En tant qu'ami et partenaire, les États-Unis se réjouissent à la perspective de travailler avec le futur Président pour aider le pays à mener à bien son programme de réformes, à promouvoir la paix et la sécurité, à lutter contre la corruption et le trafic de stupéfiants, à renforcer la gouvernance démocratique, et à stimuler la croissance et le développement économiques. Nous nous réjouissons également à la perspective de continuer à travailler avec la Représentante spéciale, le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), l'Union africaine, l'Union européenne, la Communauté des pays de langue portugaise et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour mettre en œuvre ces priorités communes. Chacun d'entre eux a joué un rôle essentiel pour faciliter le processus électoral en Guinée-Bissau.

Les États-Unis sont également préoccupés par le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée qui menacent la stabilité de la Guinée-Bissau et de la région dans son ensemble. Nous nous félicitons de l'occasion qui nous est donnée de travailler avec le BINUGBIS et avec le peuple de Guinée-Bissau pour empêcher la propagation de ces activités destructrices. Nous sommes conscients que le BINUGBIS facilite l'élaboration de programmes importants à l'appui des efforts de lutte contre ces trafics en Guinée-Bissau, et nous soulignons la nécessité pour l'ONU de poursuivre ce travail important, même après le retrait du BINUGBIS et le transfert de responsabilités supplémentaires à l'équipe de pays des Nations Unies. Nous continuons d'appuyer la proposition du Secrétaire général de mettre un terme au mandat du BINUGBIS d'ici à la fin de 2020 et nous notons avec satisfaction que le calendrier de retrait a été maintenu.

M. Jürgenson (Estonie) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants de leurs exposés intéressants sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau.

Nous avons noté avec satisfaction que l'élection présidentielle en Guinée-Bissau s'est déroulée dans le calme. Toutefois, nous exhortons les parties à s'abstenir de faire des déclarations incendiaires et d'exploiter les tensions potentielles au sein de la société pour leurs intérêts politiques.

Il est essentiel que les résultats définitifs de l'élection présidentielle de 2019 soient annoncés dans les meilleurs délais. Il est clair qu'il convient d'instaurer un climat de confiance entre les acteurs politiques et de mettre en place les réformes économiques et sociales nécessaires.

Nous nous félicitons des initiatives opportunes et décisives prises par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union africaine à la fin de l'année dernière pour prévenir la détérioration de la situation politique en Guinée-Bissau et nous sommes favorables à la poursuite de leurs efforts à cet égard.

La participation des femmes et des jeunes aux processus de réforme et aux activités de consolidation de la paix est d'une importance cruciale. Nous prenons note avec satisfaction du niveau élevé de participation des femmes au processus électoral et nous exhortons le Gouvernement bissau-guinéen à continuer d'intégrer et de mettre en œuvre les aspects liés au genre dans ses politiques.

L'Estonie appuie le travail de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Sori-Coulibaly, et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, y compris le retrait progressif prévu dans le mandat de la mission. Alors que la mission planifie le transfert de ses fonctions à l'équipe de pays des Nations Unies, au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et à d'autres partenaires, il est essentiel d'adopter une approche globale des activités de consolidation de la paix. La Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix peuvent jouer un rôle important à cet égard.

M. Dihn (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais, au nom de ma délégation, souhaiter la bienvenue à S. E. le Ministre des affaires étrangères du Niger à la présente séance. Je tiens à remercier le Secrétaire général de son rapport sur la situation en Guinée-Bissau (S/2020/105) et la Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Rosine Sori-Coulibaly, ainsi que S. E. Ronaldo Costa Filho, Représentant permanent du Brésil, de leurs déclarations détaillées.

Ma délégation voudrait faire les observations suivantes.

Tout d'abord, nous saluons les efforts déployés par les acteurs nationaux et nous nous félicitons de l'élection présidentielle qui s'est généralement déroulée dans le calme en 2019 en Guinée-Bissau. Nous saluons également l'action des partenaires internationaux, à savoir l'ONU, l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté des pays de langue portugaise et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), qui ont apporté leur appui et déployé des efforts de médiation pour que l' élection se déroule comme prévu.

Deuxièmement, nous avons pris note de l'évolution récente de la situation politique en Guinée-Bissau. Nous attendons avec intérêt l'achèvement du cycle électoral et la confirmation des résultats des élections par les organes compétents en Guinée-Bissau. Il est essentiel que les parties concernées règlent leurs différends dans le respect de la Constitution et du droit électoral, et qu'elles joignent leurs efforts pour mettre en œuvre et garantir une application pacifique des résultats des élections une fois qu'ils auront été annoncés.

Troisièmement, nous appelons le futur Président de la Guinée-Bissau, les membres du Parlement et toutes les parties concernées à coopérer pour saisir cette occasion d'avancer vers l'unité nationale et de mettre en œuvre les réformes essentielles prévues dans les Accords de Conakry, le Pacte de stabilité et la feuille de route de la CEDEAO. Nous soulignons qu'il importe d'intensifier les efforts de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale et de renforcer la coopération bilatérale avec l'ONU et d'autres partenaires pour relever ces défis. Nous soulignons la nécessité de protéger les civils et de renforcer la participation des femmes et des jeunes au processus de prise de décisions et au développement de la Guinée-Bissau.

Quatrièmement, nous réitérons notre position en faveur de la mise en œuvre de la résolution 2458 (2019), de la déclaration du Président (S/PRST/2020/2) publiée le 11 février sur la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel, et du communiqué final du Sommet extraordinaire de la CEDEAO qui s'est tenu le 8 novembre 2019.

Cinquièmement, nous appelons l'ONU, le BINUGBIS, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, la CEDEAO et le futur Gouvernement bissau-guinéen à collaborer étroitement en vue de la mise en œuvre et de l'achèvement des phases ultérieures, qui doivent conduire au transfert des activités résiduelles de consolidation de la paix du BINUGBIS, à son retrait progressif et à sa fermeture prévue au plus tard le 31 décembre 2020.

En conclusion, le Viet Nam réaffirme son engagement à travailler en étroite collaboration avec l'ONU, l'Union africaine, la CEDEAO, le futur Gouvernement bissau-guinéen et les parties concernées pour pérenniser la paix, la sécurité et le développement durable en Guinée-Bissau.

M. Clay (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Sori-Coulibaly, et l'Ambassadeur Filho de leurs exposés, dans lesquels ils ont bien décrit les progrès réalisés par la Guinée-Bissau, mais aussi certains des défis qui restent à relever.

Je tiens également à souhaiter la bienvenue au Conseil au Ministre des affaires étrangères du Niger. Le Niger assume actuellement la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et a donc un rôle essentiel à jouer à l'appui du processus démocratique en Guinée-Bissau.

La tenue pacifique des élections législatives et présidentielle en 2019 a constitué une avancée significative dans la transition politique de la Guinée-Bissau. Nous félicitons les autorités et le peuple bissau-guinéens pour ces progrès et nous saluons la neutralité dont font preuve actuellement les forces armées et de sécurité de la Guinée-Bissau dans le cadre du processus politique.

Nous sommes toutefois préoccupés par l'instabilité politique constatée après les élections. L'incertitude qui en résulte risque de saper le processus démocratique et d'ébranler la confiance du public dans le système électoral. Nous appelons tous les acteurs politiques à œuvrer ensemble pour résoudre la situation le plus rapidement possible afin qu'un nouveau Gouvernement puisse être mis en place et se concentrer sur l'important travail de consolidation de la démocratie et de promotion du développement et de la stabilité dans l'intérêt du peuple, conformément aux Accords de Conakry de 2016 et à la feuille de route de la CEDEAO.

Le Royaume-Uni apprécie à sa juste valeur le rôle d'appui joué en Guinée-Bissau par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), la Commission de consolidation de la paix, l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres organes et bureaux des Nations Unies, qui ont contribué à instaurer un environnement politique plus solide et plus ouvert. Nous remercions Mme Sori-Coulibaly pour son travail et continuerons de lui apporter notre plein appui dans l'exercice de son mandat.

Le Royaume-Uni se félicite également du rôle clef joué par la CEDEAO et le groupe des cinq partenaires internationaux dans la responsabilisation des acteurs politiques en Guinée-Bissau. Nous sommes convaincus qu'ils resteront mobilisés et vigilants tout au long de la pleine mise en œuvre des Accords de Conakry.

Étant donné les progrès récents, le Royaume-Uni est favorable au retrait du BINUGBIS d'ici décembre prochain, et nous ne doutons pas que des mesures sont actuellement prises pour assurer une transition sans heurt. Il est important que les tâches essentielles soient confiées aux organismes des Nations Unies ou à d'autres acteurs, tels que l'équipe de pays des Nations Unies, pour ce qui est du développement, et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, s'agissant du trafic de drogue et de la criminalité transnationale, et que ces organismes disposent de ressources suffisantes pour s'en acquitter.

Alors que le BINUGBIS se retire, les bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M. Chambas, seront de plus en plus importants pour accompagner la Guinée-Bissau sur la voie d'une plus grande stabilité politique. La Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix joueront également un rôle utile pour assurer la continuité du soutien aux activités de consolidation de la paix. Il est impératif que les acteurs politiques bissau-guinéens continuent de répondre de manière positive aux bons offices de l'ONU et restent attachés au programme de réforme jusqu'à ce que les Accords de Conakry soient pleinement mis en œuvre.

Pour conclure, nous espérons que les progrès réalisés ces dernières années sur le plan politique pourront être maintenus pour permettre à la Guinée-Bissau de tourner la page et de s'engager sur la voie d'un avenir plus fort, plus stable et plus démocratique. C'est au Gouvernement bissau-guinéen qu'il incombe au premier chef de faire le nécessaire pour y parvenir. Le Royaume-Uni, de concert avec la communauté internationale, continuera de suivre la situation et de travailler avec le Gouvernement en vue d'atteindre cet objectif.

M. Repkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie salue la présence du Ministre nigérien des affaires étrangères à la séance

d'information d'aujourd'hui. Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, Mme Rosine Sori-Coulibaly, et le Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, le Représentant permanent du Brésil, M. Ronaldo Costa Filho, des informations qu'ils nous ont fournies.

Nous nous félicitons que les élections en Guinée-Bissau se soient déroulées dans les délais prévus par la loi, conformément aux normes de démocratie et de transparence en vigueur, ce qui a valu au pays les félicitations des observateurs régionaux et internationaux. Nous saluons le rôle particulier joué par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest dans la préparation des élections.

Comme le note à juste titre le Secrétaire général dans son rapport (S/2020/105), l'achèvement du cycle électoral pourrait constituer une étape importante dans l'histoire moderne de la Guinée-Bissau. Nous sommes convaincus que grâce à ces élections, le pays pourra tourner la page après de longues années de troubles politiques, créant ainsi les conditions qui lui permettront de s'orienter pacifiquement sur la voie du développement socioéconomique. Cette voie ne peut être suivie que s'il y a consensus national. À ce stade critique, nous appelons toutes les forces sociales et politiques à agir de manière responsable, conformément aux intérêts nationaux, en facilitant un règlement rapide des différends.

Nous estimons que le moment est venu d'aborder la question de la levée des sanctions du Conseil de sécurité qui pèsent sur la Guinée-Bissau. Ces sanctions n'ont plus lieu d'être. La situation actuelle est bien loin des événements de 2012. Comme l'ont montré les récentes élections, les forces armées restent en dehors de la sphère politique. On peut donc dire que les sanctions ont porté leurs fruits, et ce depuis longtemps. Le maintien des sanctions, à l'heure où le retrait de la présence des Nations Unies dans le pays s'accélère, est d'autant plus déconcertant.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, nous considérons que la restructuration du BINUGBIS doit s'effectuer de manière progressive, conformément au calendrier fixé dans la résolution 2458 (2019). D'ici à la fin de 2020, le BINUGBIS devra cesser ses opérations en Guinée-Bissau, et l'équipe de pays des Nations Unies devra se voir doter des mécanismes et outils nécessaires pour non seulement encourager le développement en Guinée-Bissau, mais aussi aider véritablement le pays à lutter contre les problèmes que sont le trafic de drogue, la corruption et la fragilité des institutions publiques.

Le Président : Je vais à présent effectuer une déclaration en tant que représentant de la Belgique.

La Belgique salue la tenue de l'élection présidentielle, qui s'est déroulée sans incident majeur et avec un taux élevé de participation. Toutefois, les tensions et le climat de méfiance continuent de caractériser le champ politique. Ceci est préoccupant. Ne l'oublions pas : la stabilité politique est essentielle au redressement socioéconomique et à la lutte contre les trafics. Le moment est venu pour les acteurs politiques nationaux de jouer un rôle positif et constructif. En attendant que la clarté soit faite sur le résultat définitif de l'élection présidentielle, la Belgique appelle au dialogue et à la retenue, afin d'éviter une crispation supplémentaire de la situation. À ce titre, le régime des sanctions demeure pertinent, bien que certains ajustements pourraient être envisagés dans un avenir proche.

S'agissant de l'avenir du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), nous soutenons le plan de transition progressive, tel que prévu par les résolutions adoptées par le Conseil. Il importe cependant que cette transition se fasse de façon sereine et aussi indolore que possible pour le pays : le départ du BINUGBIS ne devra pas signifier un quelconque abandon de la Guinée-Bissau par la communauté internationale. Pour cette raison, la Belgique accueille favorablement l'engagement accru dont fait déjà preuve le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Le renforcement de l'équipe de pays, et en particulier des moyens de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, est indispensable. Je salue les avancées déjà réalisées dans ce sens et je souhaite qu'elles se poursuivent. Dans l'immédiat, la Belgique appuie l'action coordonnée du BINUGBIS, ainsi que du groupe des cinq partenaires internationaux sur le terrain.

Enfin, le suivi de la situation par la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix et l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix sont positifs. Il sera important de continuer cet accompagnement dans la nouvelle phase qui s'ouvrira en Guinée-Bissau.

Je terminerai par exprimer le plein soutien de la Belgique au travail de la Représentante spéciale, Mme Sori-Coulibaly, et de l'ensemble du Bureau intégré.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole à la représentante de la Guinée-Bissau.

Mme Pinto Lopes D'Alva (Guinée-Bissau) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir invité ma délégation au Conseil de sécurité et de me donner la parole.

Je tiens tout d'abord à féliciter la Belgique de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de février. Nous souhaitons au Conseil plein succès dans ses travaux.

Ma délégation tient à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, Mme Rosine Sori-Coulibaly, de son exposé sur l'évolution de la situation dans le pays, des activités menées par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) et du dévouement dont elle fait montre depuis son arrivée en Guinée-Bissau en septembre dernier.

Je veux également remercier S. E. l'Ambassadeur Ronaldo Costa Filho, Représentant permanent du Brésil et Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, de son exposé sur les faits nouveaux concernant la situation en Guinée-Bissau. Qu'il me soit en outre permis d'exprimer la sincère reconnaissance de mon pays pour l'engagement personnel de son prédécesseur, l'ancien Représentant permanent du Brésil, l'Ambassadeur Mauro Vieira, dont l'action en faveur de la consolidation de la paix en Guinée-Bissau au cours des dernières années a été déterminante.

Comme nous venons de l'entendre dans l'exposé très complet de la Représentante spéciale, depuis la dernière séance du Conseil de sécurité sur la Guinée-Bissau (voir S/PV.8656), bien d'événements se sont produits dans le pays, et de nombreux défis restent à relever en matière de consolidation de la paix. Toutefois, grâce à l'action que l'ONU continue de mener sur le terrain et au rôle fondamental que joue la Commission de consolidation de la paix afin de mobiliser les efforts de la communauté internationale pour appuyer et aider la Guinée-Bissau, nous espérons qu'il sera possible d'instaurer une paix pérenne dans le pays. Nous saluons le rôle essentiel que joue le Fonds pour la consolidation de la paix et les projets qu'il finance, qui ont permis aux femmes et aux jeunes de participer aux principaux processus politiques, y compris les élections et toutes les autres initiatives de consolidation de la paix dans le pays.

Après les élections générales de 2014, qui ont suscité de grands espoirs pour la Guinée-Bissau, le pays est entré dans une nouvelle période d'instabilité politique et institutionnelle en 2015, avec pour conséquence une paralysie des institutions qui a entraîné une détérioration du fonctionnement normal de l'appareil étatique.

Grâce au rôle important et unique joué dans ce processus par la société civile bissau-guinéenne, notamment les femmes et les jeunes, avec le soutien de la communauté internationale, un accord entre les acteurs politiques nationaux a finalement été conclu et le Gouvernement a été formé, ce qui a permis la tenue des élections législatives le 10 mars 2019 et de l'élection présidentielle le 24 novembre, le second tour ayant eu lieu le 29 décembre 2019.

Malgré toutes les tensions et les difficultés politiques que nous avons connues en 2019, à la suite des élections législatives de mars, un Gouvernement dirigé par le Premier Ministre Aristides Gomes du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et de Cabo Verde – le parti majoritaire au Parlement – a pu être formé. Même si le programme du Gouvernement a déjà été adopté par l'Assemblée nationale, le pays reste confronté à nombre de défis qui nécessitent une attention particulière et une présence active de l'ONU.

Comme toutes les personnes ici présentes le savent, les élections en Guinée-Bissau se déroulent toujours dans un environnement pacifique, et ces dernières élections n'ont pas fait exception. Comme à l'accoutumée, les citoyens se sont rendus aux urnes dans le calme et la paix. Bien que les résultats du second tour aient été contestés et que la Cour suprême soit toujours saisie de l'affaire, la population reste calme et attend patiemment la décision finale de la Cour, un organe de souveraineté nationale. Les Bissau-Guinéens mérite que ce processus soit mené à bon terme définitivement, pour pouvoir envisager avec espoir l'avenir de leurs enfants.

À cet égard, le Gouvernement bissau-guinéen se félicite de la position de l'ONU, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union africaine sur la nécessité pour l'organe judiciaire compétent du pays de se prononcer sur la

crise post-électorale, car nous estimons que seules des élections libres, régulières et transparentes nous permettront de renforcer l'état de droit démocratique dans notre pays pour faire prévaloir la volonté souveraine du peuple.

Nous sommes certains que d'ici le 15 février – date recommandée par la conférence extraordinaire de la CEDEAO sur la situation politique en Guinée-Bissau –, la Cour suprême rendra son jugement définitif sur les élections conformément à la Constitution de la République, ce qui permettra au pays de revenir à la normalité constitutionnelle.

Nous sommes convaincus que la communauté internationale et nos partenaires de développement continueront à suivre patiemment la situation politique dans notre pays. À cet égard, je voudrais renouveler nos remerciements aux membres du groupe des cinq partenaires internationaux en Guinée-Bissau, en particulier l'ONU et notre organisation sous-régionale, la CEDEAO, qui n'a cessé d'apporter son soutien au processus de consolidation de la paix et au développement socioéconomique en Guinée-Bissau, notamment grâce à la présence de sa mission dans le pays.

Nous remercions l'ONU, l'Union africaine, la CEDEAO, l'Union européenne, la Communauté des pays de langue portugaise, l'Organisation internationale de la Francophonie et nos partenaires et amis bilatéraux et multilatéraux de leur appui financier et technique à la tenue des élections. Leur participation aux préparatifs et au déroulement du scrutin a été très appréciée par notre gouvernement. Nous leur demandons de continuer à veiller à ce que les organes nationaux de souveraineté compétents concluent pacifiquement ce processus.

Nous sommes bien conscients des changements structurels, de la réduction des effectifs et de la reconfiguration du BINUGBIS, ainsi que du retrait prévu de ses contingents. Toutefois, nous estimons que l'engagement constant de l'ONU, par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, reste nécessaire pour renforcer les institutions de la République, mettre en œuvre les réformes indispensables et promouvoir le développement durable, afin d'assurer au peuple bissau-guinéen que l'Organisation est là pour l'aider à consolider sa démocratie et à renforcer ses institutions étatiques.

Nous devons garder l'optimisme qu'une fois que les résultats des élections auront enfin été proclamés, la Guinée-Bissau prendra un nouveau départ et l'ONU, avec son nouveau mandat révisé, pourra concentrer davantage ses efforts sur l'appui à notre programme de développement. Seules une paix durable et des institutions solides peuvent nous permettre d'atteindre les objectifs de développement durable. La Guinée-Bissau et son peuple méritent de prendre un nouveau départ et d'ouvrir un nouveau chapitre. Nous comptons sur l'appui continu du Conseil et de l'ensemble de la communauté internationale.

Le Président : Il n'y a plus d'orateurs ou d'oratrices inscrits sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 11 h 35.